Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

136-137 | 2014

Désirs d'éthique. Besoins de normes ?

L'habitat post-désastre entre urgence et reconstruction

Un site transitionnel en Haïti après le séisme du 12 janvier 2010

Post-Disaster Habitat between Emergency and Relief: a Transitional Site in Haiti after the Earthquake of January 12th 2010

Giovanna Salome

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/4659>

DOI : 10.4000/jda.4659

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 2 juin 2014

Pagination : 327-351

ISBN : 978-2-9539599-5-6

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Giovanna Salome, « L'habitat post-désastre entre urgence et reconstruction », *Journal des anthropologues* [En ligne], 136-137 | 2014, mis en ligne le 02 juin 2016, consulté le 10 décembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/jda/4659> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.4659>

L'HABITAT POST-DÉSASTRE ENTRE URGENCE ET RECONSTRUCTION

Un site transitionnel en Haïti après le séisme du 12 janvier 2010

Giovanna SALOME*

Le séisme qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010 n'est pas la première situation d'urgence dans l'histoire du pays. Ainsi, le désastre s'inscrit dans une mémoire historique caractérisée par de fréquentes catastrophes naturelles¹ et un contexte d'instabilité politique lié à la succession chaotique voire la superposition de différents pouvoirs sur l'île au cours des dernières années². Ceci a

* École doctorale en anthropologie et études historiques-linguistiques
Université de Messine (Italie)

Via delle Margherite, 22/24 – Termoli (CB), 86039 Italie

Courriel : giannasalome@hotmail.com

¹ Citons notamment les quatre cyclones – Fay, Gustav, Hanna et Ike – en 2008 ou la tempête tropicale Jeanne en 2004.

² Haïti, ancienne colonie française qui devient à partir de 1804 la première « République noire », présente une complexité sociopolitique qui est le fruit d'une succession d'occupations étrangères – notamment l'invasion des États-Unis de 1915 à 1934 –, de dictatures – la dynastie Duvalier de 1957 à 1986 –, et de gouvernements populistes – mentionnons ici la figure controversée de l'ex-prêtre salésien Jean Bertrand Aristide – entrecoupés de coups d'États et d'une compétition armée pour le pouvoir. Ainsi, le pays a connu un conflit interne en 2004 qui a causé de graves désordres et des violences entraînant l'exil du président démissionnaire et l'instauration d'une mission militaire de stabilisation des Nations Unies : la MINUSTAH (Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti).

donné naissance à des dynamiques complexes de gestion du territoire qui contribuent aujourd'hui à façonner le contexte social dans lequel le séisme s'est produit.

La région métropolitaine de Port-au-Prince – ainsi que les communes de Léogane, Grand-Goâve, Petit-Goâve et les départements du Sud-Est et des Nippes – a été particulièrement touchée par le séisme. Le dénombrement des pertes humaines et matérielles révèle un impact considérable même s'il a fait l'objet de débats houleux³. Selon un rapport de l'agence RNDDH (Réseau national de défense des droits humains) plus de 300 000 personnes ont perdu la vie, 250 000 ont été blessées, des dizaines de milliers d'individus sont portés disparus et près de 1 900 000 Haïtiens sont restés sans abri (RNDDH, 2010). Si les autorités et la population ont été confrontées à un nombre élevé de pertes humaines, il faut également considérer les destructions de nombreuses maisons privées et d'édifices publics à haute valeur symbolique, à l'instar du palais présidentiel, de la cathédrale de Port-au-Prince et des principaux ministères.

Dès les premières heures, le désastre a fait l'objet d'un traitement médiatique intense. Les médias internationaux se sont concentrés sur les destructions matérielles et ont retransmis des informations sur ce que la communauté humanitaire a considéré comme « l'une des plus grandes situations d'urgence de l'Histoire » (OXFAM, 2012). La gravité des dommages engendrés par le séisme ainsi que le traitement médiatique dans l'immédiat post-désastre ont aussitôt mobilisé et légitimé l'intervention de la plupart des ONG internationales et des organismes actifs dans le domaine de l'urgence humanitaire et de la réponse aux catastrophes naturelles⁴.

³ Cf. Schwartz *et alii*, 2011 ; Corbet, 2011.

⁴ Le désastre a mobilisé les acteurs internationaux aussi bien d'un point de vue financier – 9 milliards de dollars ont été promis par les bailleurs de fonds au cours de la conférence de New York en mars 2010 – que matériel : plusieurs centaines d'organisations se sont installées dans le pays, et beaucoup d'autres déjà présentes ont élargi et modifié leurs activités en

Quelques mois après l'événement, la pression humanitaire a commencé à se relâcher et les débats sur le futur processus de reconstruction ont concentré l'attention des médias. Les acteurs internationaux et les autorités locales ont proposé et négocié les différentes modalités du relèvement du pays, faisant de la question du logement un enjeu central dans les discussions. En effet, la catastrophe a frappé un milieu urbain subissant déjà une crise de l'habitat. Notons l'absence d'une planification urbaine à Port-au-Prince dans un contexte caractérisé par la surpopulation et la superposition complexe du bâti et des bidonvilles. Dès lors, amplifiée par le grand nombre d'*internally displaced people* (IDP⁵), la question du logement – qui était déjà une priorité pour le développement du pays et de la capitale – est devenue centrale dans le processus de reconstruction.

De nombreux acteurs participent à la gestion de ce problème et y apportent des réponses multiples qui, on le verra par la suite, peuvent s'avérer contradictoires. Ainsi, la création de camps spontanés ou organisés par les opérateurs de l'aide coexiste et se superpose à la mise en place de sites composés de logements transitoires, voire de nouveaux pôles d'habitat⁶. S'il n'est pas

fonction de l'urgence humanitaire et des demandes dictées par les donateurs.

⁵ Les déplacés internes sont « des personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État » (UNHCR, 1998).

⁶ Dans l'article on se référera à trois différents types d'habitat : les camps, les sites transitoires et les nouveaux pôles d'habitat. Tous les trois sont nés après le séisme du 12 janvier. Ils se différencient entre eux par la typologie des matériaux qui constituent l'habitat, les moments et les modalités de leur création, les systèmes de gestion, etc. Sachons, pour l'instant très brièvement, que les camps créés à la suite du tremblement de terre, sont composés principalement de tentes et se caractérisent par une gestion qui naît plutôt d'une rencontre entre l'aide humanitaire et une autogestion plus

possible ici d'aborder de manière exhaustive le problème de la « crise du logement post-désastre », on s'attachera à réfléchir aux solutions transitoires mises en place par les acteurs du processus de reconstruction. En l'occurrence, ces activités font l'objet d'un flux considérable de financements, ressources, connaissances et individus sur un terrain « catastrophé » déjà soumis à une importante pression politique, économique et humanitaire antérieure au séisme. En ce qu'elle s'avère centrale sur plusieurs plans – aussi bien au niveau de la reconstruction que dans la vie quotidienne des habitants –, la problématique du logement apparaît comme un terrain utile pour penser aussi bien les temporalités de la gestion post-désastre – qui se traduit notamment par la rencontre, voire l'affrontement des logiques des différents acteurs mobilisés – que les dynamiques d'occupation et de réappropriation de l'espace.

Or, ce n'est qu'à travers une déconstruction minutieuse du phénomène qu'il est possible d'identifier les pratiques, les logiques et les rhétoriques qui transforment le désastre en un événement à la fois social, politique, symbolique et humanitaire (Revet, 2007). Dès lors, le phénomène-catastrophe ne se limite pas à la secousse dévastatrice du 12 janvier 2010 et aux premières semaines où la conjoncture est critique. L'approche dans laquelle ce travail s'inscrit envisage le tremblement de terre non comme un événement temporellement et spatialement circonscrit, mais davantage comme une réalité sociale processuelle (Hoffman, Oliver-Smith, 1999). Cette perspective considère l'irruption de ces phénomènes catastrophiques et exceptionnels sur la scène sociale non pas selon une optique « sensationnaliste » mais à travers leur inscription dans

ou moins informelle de la part des déplacés. Les sites transitoires, nés surtout à partir de 2011, ont été créés par l'aide humanitaire en collaboration avec les municipalités et ils se constituent de petites maisonnettes en bois et tôles de nature plus durable que les tentes. Tandis qu'avec la catégorie des nouveaux pôles d'habitat on veut ici se référer au projet de logements sociaux (Projet de Morne Cabri et de Zoranje) voulu par le gouvernement haïtien et exécuté par l'aide humanitaire et le secteur privé ; à différence des deux sites précédents ils se composent de petites maisons en dur.

le quotidien. La façon dont la catastrophe est annoncée, relatée par les médias et fait son entrée dans un imaginaire collectif de manière spectaculaire, alimente une attention parfois morbide envers les victimes et l'événement en lui-même. Le risque pour le chercheur est de prendre *a priori* le désastre comme un événement fondateur, responsable d'une rupture autant physique que sociale dans l'espace spécifique qu'on s'apprête à observer.

Le problème épistémologique repéré ici est classique. Il s'agit de l'opposition entre continuité et rupture dans l'analyse des phénomènes extrêmes ; toute reconstitution *a posteriori* se heurtant à des réalités sociales coproduites par la dimension de l'« avant » et « après » catastrophe. Ainsi, il s'agit d'évoquer la catastrophe dans les termes d'une construction sociale et culturelle, ce qui nous oblige en premier lieu à restituer la complexité spatiale et temporelle d'un événement conçu comme en devenir. À partir de cette perspective globale, nous essaierons, à travers la présentation d'un travail ethnographique conduit à Port-au-Prince⁷, de réfléchir à l'inscription de la catastrophe dans l'espace urbain et aux possibles contradictions et implications véhiculées par la question de « l'urgence du logement post-séisme ». Ainsi, cette contribution s'organise autour de la catégorie problématique de transition que l'on s'emploiera dans un premier temps à déconstruire, avant de revenir sur ce que l'on a pu observer sur le terrain. Enfin, il s'agira d'établir un bilan provisoire de cette démarche ethnographique et de ce qu'elle a pu révéler.

Penser la catégorie de transition

Les discours diffusés par les médias et véhiculés par les rhétoriques de l'intervention humanitaire semblent conduire

⁷ Cet article s'appuie sur un terrain ethnographique dans la ville de Port-au-Prince (recherche financée par l'Axa Research Fund) dans le cadre d'une thèse de doctorat en anthropologie à l'université de Messine (Italie) intitulée « Catastrophe, urgence et mobilisation populaire : une ethnographie du post-désastre en Haïti ». Les données présentées dans cet article sont issues d'une recherche de terrain conduite pendant les périodes de juillet 2011/mai 2012, septembre 2012/mai 2013.

implicitement à une conception spécifique du processus de gestion du post-désastre et de l'urgence de l'habitat. En d'autres termes, il s'agit du déroulement « naturel » de trois phases que l'on pourrait considérer à première vue comme logiques : l'urgence, la transition et la reconstruction (Salome, 2012). Il n'est pas question ici de nier l'existence ou l'importance d'un passage intermédiaire entre la crise initiale engendrée par le désastre et un relèvement visant à la recherche de solutions permanentes. Il convient plutôt de problématiser la transition en tant que notion « opératoire » véhiculant à la fois des concepts et des pratiques qui interviennent concrètement dans la construction de certains imaginaires et participent à la redéfinition même de l'espace urbain.

Cependant, si cette notion de « transition » renvoie dans le langage courant à un passage progressif entre deux états ou situations, son application dans le domaine des désastres fait intervenir d'autres éléments : « Après la crise, le pays entame un processus de transformation dans le cadre temporel global de la transition. Le mot "transition" tel qu'il est utilisé dans ce document fait référence à la période succédant immédiatement à une catastrophe ou à un conflit lorsque les plans et les programmes préexistants ne reflètent plus les priorités les plus urgentes. Il s'agit donc d'un terme appliqué à de nombreux processus de transformation bien différents qui se superposent souvent. Le relèvement précoce est la réponse à ce processus de transformation, débutant juste après que la crise soit survenue. Il faut donc en priorité produire des résultats immédiats pour les populations vulnérables et créer des opportunités pour le relèvement, une réponse qui évolue avec le temps vers un relèvement à long terme. L'objectif du système des Nations Unies et de ses partenaires en matière de transition consiste donc à aider les autorités nationales afin de lancer immédiatement des activités prioritaires de résolution de crise et de relèvement, et ensuite de favoriser le passage d'une stratégie post-crise de relèvement à court et moyen terme à un cadre national de développement à long terme » (UNDP, 2008)⁸.

⁸ Traduction de l'anglais par l'auteur.

Cet extrait montre une tentative de circonscription de ce qui apparaît comme une période relativement vague s'étalant de la catastrophe à la création des conditions qui permettraient « le retour à la normale ». Mais il faut remarquer que la transition n'est souvent pas abordée de manière systématique par les praticiens et plus généralement la littérature grise, qui se concentrent plutôt sur l'énumération de différentes recommandations et pratiques pour la caractériser. Or, il faut constater la grande diversité des interventions s'inscrivant potentiellement dans cette « phase » aux frontières mouvantes. Ce qui se traduit au niveau opérationnel par un déficit de règles fixes et de protocoles d'action suivis par les organisations engagées sur le terrain, celles-ci se caractérisant en outre par leur extrême hétérogénéité. Cette grande variété d'activités – par exemple, dans le domaine du logement, tout ce qui peut intervenir depuis la distribution des abris d'urgence jusqu'à la construction des refuges transitoires – se double, dans le contexte haïtien, d'un manque de coordination.

Le cas des camps rassemblant les IDP en Haïti est un exemple concret des tensions et des confrontations qui peuvent se produire sur la scène du désastre autour de la question spécifique du logement. Les camps – dont il faut prendre en compte l'extrême diversité – émergent comme une réalité en évolution constante, traversée par une multiplicité de pouvoirs tels que les comités⁹, les ONG, les propriétaires terriens, les autorités locales et/ou gouvernementales, etc. Ces espaces sont des lieux consacrés à l'accueil des personnes ayant perdu leur propre habitation et constituent en quelque sorte l'emblème de l'urgence du post-12 janvier.

Les *camps* sont situés dans diverses zones de la ville, souvent destinées à d'autres usages (places publiques, terrains privés ou

⁹ La création de comités, censés être des organismes représentatifs assurant la gestion des activités de base dans le camp, a été stimulée par les demandes récurrentes des organisations humanitaires. Rarement désignés démocratiquement et souvent autoproclamés, ils se sont rapidement imposés comme de nouveaux acteurs sociopolitiques sur la scène du désastre.

étatiques). Ils présentent des caractéristiques (surface, morphologie du terrain, densité de l'habitat, etc.) et un nombre d'habitants extrêmement variables (de quelques individus jusqu'à plus de 10 000 personnes). Pour autant, ils représentent des réalités différenciées d'habitat, de la simple tente, aux nombreux types d'autoconstructions à partir de matériaux recyclés (bois, tôles, etc.). Ces structures ont pour but de rendre les refuges plus résistants aux intempéries, aux vols, ou d'élargir la superficie de l'espace habitable selon une logique qui perdure bien au-delà de la période d'urgence de dix-huit mois définie par les autorités. Au fil des mois, le nombre des camps – évalué à 1 273 à la fin octobre 2010¹⁰ – a graduellement diminué en raison des interventions humanitaires et/ou des solutions alternatives recherchées par les déplacés eux-mêmes. Ils ont fait l'objet d'actions massives et variées de la part des acteurs institutionnels et des opérateurs de l'aide. Ce bref aperçu de l'histoire des camps en Haïti après le séisme du 12 janvier suggère une gestion complexe et contradictoire des différentes parties prenantes au problème.

Il convient aussi d'évoquer la superposition des interventions et la multiplication de différentes solutions en matière d'habitat coexistant au sein de la réponse humanitaire. En l'occurrence, cette prolifération d'initiatives témoigne d'un manque apparent de coordination¹¹, dans la mesure où la plupart des opérateurs de l'aide demeurent contraints par la logique des financements auxquels ils ont accès. Dès lors, cet impératif, ainsi que la diversité des modes d'action des intervenants, encourage la dispersion des activités et la difficulté de distinguer plusieurs phases de gestion dans l'après séisme. Cette longue coexistence de différentes lignes d'action et de projets multiples, notamment de la part des ONG, s'est parfois

¹⁰ Cf. CCCM CLUSTER, 2010.

¹¹ Centre d'Actualité de l'ONU (2011) : « La coordination de l'aide est un défi majeur [...]. Il est devenu urgent en vue du nombre grandissant d'acteurs impliqués dans l'effort d'aide à Haïti et les ressources allouées au processus de reconstruction ».

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=25959&Cr=Ha%Efti&CrI=>

exprimée sur un même terrain de travail. Ainsi, si certaines organisations s'employaient dans leurs activités à soutenir une logique de fermeture des camps, d'autres poursuivaient simultanément leurs interventions en fonction des ressources disponibles, contribuant ainsi à la pérennisation d'une solution provisoire (Paule, 2011) tout en engendrant des controverses. Citons à titre d'exemple les débats autour de la distribution de l'eau potable dans les camps qui a suscité des tensions entre les différents acteurs¹².

Si la mise en place de plans et de stratégies d'intervention dans des contextes post-catastrophes fait l'objet de débats entre les praticiens, ces réflexions s'avèrent souvent confinées au domaine restreint de la communauté humanitaire. Les observations de terrain suggèrent de faire dialoguer ce plan de l'expertise produite par les opérateurs de l'aide avec l'espace socio-urbain dans lequel ces activités se déploient. Le travail ethnographique mené offre en effet l'opportunité de regarder la scène en « contre-champ », pour distinguer ce que l'on ne voit pas au premier abord, notamment dans les images médiatiques visant à montrer ce que la catastrophe a détruit (Revet, 2008). Si le désastre représente pourtant une rupture à déconstruire, on peut se demander dans quelle mesure la situation produite existait pour partie avant le séisme et ce qui a été créé *a posteriori* ? Comment une phase « transitoire » s'insère-t-elle dans cette dialectique et dans quelle mesure elle peut ou non véhiculer des possibilités pour les acteurs sociaux en présence ? De quelle manière se présente et s'articule la transition dans le contexte haïtien ?

¹² Comme la DINEPA (Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement) avait promulgué un arrêt définitif de distribution d'eau gratuite au mois de novembre 2011, certaines ONG ont pu proposer des programmes de distribution d'eau payante – à des tarifs plus au moins élevés – pendant que d'autres organisations bénéficiant de financements renouvelés continuaient la politique de gratuité.

Espaces et trajectoires en transition

Pour apporter des éléments de réponse à cette question, nous avons choisi de concentrer notre attention sur le quartier¹³ de Bigarade¹⁴ (cf. carte en fin d'article) où la catégorie de transition apparaît particulièrement floue. Ce quartier qui n'a pas directement été affecté par la catastrophe a fait l'objet d'un plan de relogement s'inscrivant dans la phase transitoire. Il nous est apparu pertinent d'étudier plus précisément la mise en œuvre d'un projet humanitaire visant à transformer deux camps de déplacés, créés au lendemain du séisme, en un village de maisonnettes transitoires ou *transitional site* – dans le langage des opérateurs de l'aide – nommé le Village Saint Etienne (Village Saint Etienne I et II, cf. carte en fin d'article).

Les récits des habitants de Bigarade évoquent une zone caractérisée, il y a quelques décennies encore, par une organisation spatiale et économique fortement liée au monde rural sous la forme de *lakou*¹⁵ (dont on peut aujourd'hui reconnaître les traces dans la partie plus ancienne du quartier). Cependant, un peuplement graduel (avec la construction de nouvelles habitations de la part des nouveaux arrivants et des gens issus de la diaspora haïtienne) a contribué au fil des années à modifier la physionomie du quartier et

¹³ En Haïti « Les quartiers urbains comme entités, bien que pourvus d'un fondement géographique et sociologique, n'ont aucune valeur légale. Leurs limites ne sont pas définies et il n'y a aucune structure territoriale pour les gérer » (Noël, 2012).

¹⁴ Dans l'article on a choisi d'utiliser le nom avec lequel les habitants appellent plus souvent le quartier. D'autres acteurs (mairies, ONG, etc.) se réfèrent parfois à cette localité en utilisant des appellations différentes.

¹⁵ Dans les milieux ruraux, le *lakou* (« la cour » en créole) consiste en un rassemblement de petites maisons serrées autour d'un espace en terre battue au milieu d'un enchevêtrement de jardins, régi par des liens de parenté et sous l'autorité d'un patriarche (Prophète, 1998). Malgré ses mutations et sa progressive disparition – encore plus évidente en milieu urbain – cette structure représente un point de repère important dans l'imaginaire sociospatial haïtien. Ce terme désigne également le simple espace physique d'une « cour » d'une famille nucléaire.

à alimenter un processus d'urbanisation en cours qui a connu une importante accélération à la suite du 12 janvier.

Les changements intervenus à Bigarade s'inscrivent dans l'histoire de la jeune commune de Tabarre¹⁶ (cf. carte) dont le quartier fait partie. La commune est située dans la zone de la Plaine du Cul-de-Sac – couramment appelée La Plaine par la population locale –, une vallée longtemps destinée à l'agriculture (en particulier à la culture extensive de la canne à sucre). L'histoire du peuplement de cette localité en expansion est liée aux événements récents et aux troubles politiques du pays. Au cours des trois dernières décennies, et en particulier sous la présidence d'Aristide, cette zone a connu une croissance urbaine et économique importante : elle s'est transformée en une terre d'opportunités et de développement économique avec un fort pouvoir d'attraction. Elle a attiré un exode important depuis les provinces mais aussi en provenance des secteurs densément peuplés de Port-au-Prince au cours des dernières années en raison, entre autres, de la disponibilité de terrains à bas prix liée au déclin de l'activité agricole.

Si Tabarre ne constitue pas l'un des endroits de la capitale qui a été le plus frappé par le tremblement de terre, la zone est cependant devenue un lieu d'accueil pour une partie des IDP en provenance d'autres communes dans les jours et dans les mois qui ont suivi le séisme¹⁷. Dans ce contexte, Bigarade ne représente pas à première vue un cas exemplaire puisqu'il a subi des dommages relativement légers par rapport à d'autres quartiers¹⁸. Mais en raison de

¹⁶ Créée en 2002 par Jean Bertrand Aristide, elle est une des huit communes qui composent l'arrondissement de Port-au-Prince.

¹⁷ On fait allusion ici à l'accélération supposée, après le 12 janvier, des phénomènes migratoires vers Port-au Prince, notamment Tabarre. Dans la première urgence, les distributions ont d'abord été centralisées pour des raisons logistiques autour de l'aéroport et de la Log-base, siège des principales agences onusiennes présentes sur la commune. Notons toutefois que nous ne disposons pas véritablement de données permettant d'apprécier l'ampleur de ce processus.

¹⁸ Dans l'ensemble du quartier, le séisme a eu pour conséquences l'effondrement de deux maisons et un mort.

sa présumée marginalité par rapport au désastre et au processus de reconstruction, l'observation du projet de relogement dans ce quartier constitue un exemple utile pour enquêter sur la construction et le fonctionnement des dynamiques d'occupation et de resignification de l'espace.

Bigarade se présente aujourd'hui comme un quartier assez pauvre, mais disposant désormais d'un accès aux ressources essentielles (raccordement électrique, puits d'eau mécaniques), aux services de base (écoles, églises, points internet) et aux commerces informels, développés surtout après le séisme¹⁹. Dans cet espace, on distingue aisément la zone d'habitat originel de celle des abris transitoires. Près de ces derniers (Camps Saint Etienne 1 et 2, cf. carte), sont récemment apparus deux petits camps informels²⁰, ainsi qu'une nouvelle extension composée de constructions en béton édifiées par une mission humanitaire évangélique (Cité Sam). Le quartier constitue ainsi une zone en expansion, un laboratoire d'expériences dans lequel différentes réalités sociales qui pourraient apparaître distantes, du fait de leur origine et nature, cohabitent et se superposent.

Considérés par les acteurs humanitaires comme vulnérables, en particulier aux risques d'inondations, les camps de Bigarade disparaîtront à partir des mois d'avril/mai 2011 pour laisser la place aux *transitional sites*. Notons dès à présent que les conditions juridiques (droit d'occupation du sol de trois ans), matérielles (présence de maisonnettes au lieu de tentes) et la probabilité d'interventions humanitaires sont les principaux éléments qui interviennent dans la définition de ce nouvel espace.

¹⁹ Signalons que depuis notre arrivée dans le quartier (septembre 2011), le nombre des commerçants – surtout de charbon et de biens alimentaires – et la création de nouvelles églises a très nettement augmenté.

²⁰ Les deux camps sont peuplés par des parents des familles résidentes à Bigarade ou par des déplacés vivant dans d'autres camps arrivés dans l'espoir de pouvoir bénéficier d'un programme de relogement dans le site transitoire.

Le projet d'édification du Village de Saint Etienne I et II a été effectué par deux ONG étrangères : la coopération allemande THW (Bundesanstalt Technisches Hilfswerk) qui s'est chargée de l'habilitation du terrain (drainage, mise à niveau, couverture de gravier) et l'ONG Concern Worldwide qui a géré la planification du site et la coordination dans la construction de petites maisonnettes appelées *T-Shelters* (*Transitional Shelters*). Ces structures sont des maisons d'une superficie variable – entre 17 et 27 m² –, constituées pour la plupart de bois et couvertes de plastique, avec une durée de vie moyenne estimée au minimum à trois ans. Alors que les tentes, considérées comme des refuges de l'urgence, semblent véhiculer l'image de la crise du logement provoquée par le séisme, les *T-Shelters* (fig. 1 ci-après) paraissent au contraire incarner le passage graduel à une phase de reconstruction à long terme. Selon le manuel *Safer Homes, Stronger Communities* de la Banque mondiale : « L'abri transitionnel sert à fournir aux familles sinistrées un espace habitable, couvert et sûr, un environnement sain qui protège leur vie privée et leur dignité en période de transition entre une catastrophe naturelle et le retour à une situation plus permanente » (Jha *et alii*, 2010). Aujourd'hui, il est assez courant d'observer des regroupements de *T-Shelters*²¹ ou même des logements isolés sur l'ensemble du territoire de la capitale. Rappelons ici qu'un déplacé dispose de deux voies possibles pour accéder à ce qui est aussi appelé en français « abri transitoire » : posséder le titre de propriété d'un terrain sur lequel construire un *T-Shelter* ou bénéficier d'un projet d'édification d'un *transitional site*.

Le projet humanitaire développé à Bigarade appartient au deuxième cas, c'est-à-dire celui d'un site transitoire construit sur des terres étatiques – dans ce cas appartenant au ministère de l'Agriculture, dont le siège est situé dans la zone – et donné en

²¹ Phénomène observable particulièrement dans les communes de Tabarre et de Croix des Bouquets, où la disponibilité de terrains libres (non construits) est plus élevée.

concession par la mairie de Tabarre aux bénéficiaires du projet pour une période de trois ans²².

Les bénéficiaires d'un projet de ce type sont normalement des déplacés, c'est-à-dire des personnes qui ont habité ou qui habitent un camp créé dans l'après-séisme. Le statut d'IDP – qui permet de faire une demande pour l'obtention d'un *T-Shelter* auprès d'une ONG – devient officiel lorsque la personne a été préalablement identifiée au cours des opérations de recensement effectuées par l'OIM (Organisation internationale des migrations), principale organisation coordonnatrice des activités dans les camps en Haïti.

Citons le cas d'une habitante du quartier, qui nous paraît révélateur de certaines stratégies mises en œuvre par les déplacés confrontés à la question du logement après le séisme. Ti Mafi, une femme de trente-deux ans, célibataire avec deux enfants de 6 et 10 ans, a suivi ce parcours pour l'obtention de son *T-Shelter*. Comme beaucoup d'autres personnes résidant dans le quartier, elle a quitté son habitation légèrement fissurée après le choc des premières secousses et les répliques régulières des jours suivants pour chercher refuge sur un terrain normalement destiné aux jardins. Dans l'immédiat, l'occupation des rues et au fur et à mesure des terrains libres s'est donc souvent effectuée selon une logique de proximité, à travers un travail de repérage des espaces disponibles dans le quartier de résidence des déplacés. Il fallait en effet se mettre à l'abri, « loin du béton », comme les autorités le conseillaient à travers les annonces radio.

Les camps spontanément construits étaient ainsi habités de façon irrégulière :

J'ai fait même trois mois sur le terrain (du camp) pour dormir. On faisait comme ça, on allait à la maison le matin pour préparer de la nourriture et puis l'après-midi on revenait sur le camp. Après ça je suis allée dans le *lakou* de mon tonton parce qu'il y avait beaucoup de loup-garou²³ sur le camp, on pouvait pas dormir le soir, on entendait

²² Période qui coïncide, comme nous l'avons vu, avec la durée de vie moyenne estimée pour un *T-Shelter*.

²³ Dans les croyances populaires haïtiennes, le loup-garou est une créature

toutes les bêtes. Dans le *lakou* de mon tonton on était plus sûrs parce que sur le camp on n'arrivait pas à dormir, on passait tout le temps à veiller sur les enfants. Je suis restée (là) presque un an (Ti Mafi, 19/04/2012, Bigarade).

Les récits des habitants ont graduellement fait émerger l'image d'une relative mobilité dans le temps et l'espace selon des logiques diverses. L'univers-camp peut exposer les individus à une promiscuité perçue comme dangereuse (symbolisée par exemple par la présence des loups-garous) et à la *mise en crise* d'un quotidien reconstitué à partir des possibilités dont on dispose. Comme dans beaucoup d'autres camps disséminés dans la capitale, les IDP se déplacent entre les tentes et la province, les tentes et le quartier d'origine, les tentes et leurs anciennes maisons, selon leurs besoins et souvent en fonction des distributions humanitaires ou de l'annonce de l'implémentation d'un projet (Salome, *op. cit.*). C'est pourquoi la fluidité de ces mouvements et des parcours de vie des personnes amenées à habiter un camp nous aident à déconstruire le déplacement, réalité sociale trop souvent considérée comme un produit figé du désastre.

Le trajet qui a conduit Ti Mafi dans l'abri transitoire qu'elle occupe actuellement rappelle celui de la plupart des Haïtiens *en dehors*²⁴ : née dans la province de Cap-Haïtien dans le nord du pays, elle a quitté sa famille à l'âge de dix ans pour rejoindre sa tante dans la capitale et continuer ses études. À 16 ans, elle quitte la *Ville*²⁵ pour la Plaine où elle effectuera différents métiers (elle est actuellement commerçante). Ti Mafi est enfin arrivée à Bigarade en 2004, dans un contexte d'accélération des mouvements de

nocturne souvent associée à une femme. Il se dépouille de sa peau pour s'envoler (grâce aux ailes qui poussent sur son corps) à la recherche de ses victimes. La femme loup-garou attaque principalement les enfants. Elle suce leur sang jusqu'à provoquer leur mort.

²⁴ Le terme créole *moun andeyo*, littéralement « personne en dehors », désigne les individus originaires de la province qui ont grandi hors de la capitale (cf. Barthélémy, 1989).

²⁵ Avec ce terme les habitants se réfèrent autant à la ville de Port-au-Prince dans sa globalité qu'à son centre-ville.

population qui ont marqué la période d'intenses désordres politiques de 1991 et 2004²⁶. Notons enfin qu'elle s'était acquittée de son loyer le matin du 12 janvier 2010, ce qui lui a permis d'effectuer des allers-retours entre le camp et la maison – qu'elle décrivait comme un peu fissurée – jusqu'au terme de la location : elle quittera alors définitivement ce bien pour accéder au programme de distribution des *T-Shelters*.

Bien qu'ils soient arrivés plus récemment que Ti Mafi à Bigarade, la trajectoire du couple formé par Dieusol et Magdala s'avère représentative de celles de beaucoup d'autres habitants de la zone. Après avoir habité dans le quartier de Bel Air à Port-au-Prince, l'insécurité consécutive au coup d'État de 1991 pousse Dieusol à déménager d'abord en Plaine, et en 2003 à Bigarade. À travers les contacts d'un frère de Magdala, déjà résident du quartier, ils louent une maison. Après le séisme, ils préfèrent se mettre à l'abri et quittent leur maison. Ils partageront leur temps entre le *lakou* d'une famille originaire du quartier avec laquelle ils ont sympathisé (maison de Mammi Jacqueline, cf. carte) et le camp.

Puis, Dieusol à la différence de Ti Mafi décide plus tôt de laisser définitivement la maison louée dans laquelle il habitait avec sa femme après avoir traversé des difficultés financières liées à des dépenses médicales inattendues. Il décide pourtant de construire un refuge en tôle, bois et bâches sur le terrain du camp : le couple a vécu dans cette habitation autoconstruite pendant environ un an, jusqu'à l'édification du site transitionnel. Mais après l'obtention d'un *T-Shelter*, ils ont été contraints de détruire leur refuge²⁷.

²⁶ Liés respectivement au coup d'État militaire contre Aristide et à son deuxième exil treize ans plus tard.

²⁷ La destruction matérielle de la tente ou du refuge autoconstruit n'est pas simplement liée à l'exigence de libérer le terrain. L'élimination physique de ces objets, imposée aux IDP par les procédures humanitaires, représente une des conditions d'accès aux *T-Shelters*/maisons. Ainsi la tente ne peut être ni reprise par les humanitaires, ni revendue, ni louée ou réutilisée par les déplacés. Cependant, on donne souvent aux bénéficiaires la possibilité de récupérer des matériaux recyclables qui composent la structure de la tente pour la vente tels que le fer.

Fig. 1 Modèle d'un *T-Shelter*

- A) Galerie
- B) Porte d'entrée
- C) Toilettes

Fig. 2 Exemple d'un *T-Shelter* modifié

- A) Cuisine
- B) Porte d'entrée
- C) Galerie modifiée
- D) Petit commerce

(Sources : données de terrain
Représentation graphique : E. Ponte)

Ces parcours permettent d'observer comment des personnes aux trajectoires distinctes en viennent à habiter les sites transitionnels mais aussi la manière dont des processus d'appropriation de l'espace se déploient selon des modalités diverses. Les stratégies visant à la reformulation et à l'usage du site transitionnel et des *T-Shelters* contribuent à la production de nouvelles formes de l'habitat. Depuis qu'elle s'est installée sur le site transitoire de Saint Etienne, Ti Mafi a choisi de transformer sa maison en un endroit confortable pour elle et sa famille (cf. carte). Elle a décidé d'enlever les panneaux en bois posés sur les parois internes de la maison afin de les utiliser pour clôturer la galerie d'entrée (fig. 2 C). Une fois cette opération accomplie elle a uni l'espace de la galerie à la surface couverte de l'habitation. La surface totale obtenue a été ensuite divisée en deux chambres séparées par un rideau. Elle a fait construire une cuisine externe (fig. 2, A) avec des bâches qui lui permettent de préparer la nourriture pour ses enfants pendant qu'elle gère le petit commerce de produits cosmétiques situé depuis quelques mois en face de l'habitation (fig. 2, D). Ti Mafi élargit et multiplie la fonctionnalité de sa maison à travers un travail de bricolage fait par un charpentier qui utilise des matériaux provenant de la structure même du *T-Shelter*. La technique adoptée a permis à

Ti Mafi de limiter ses dépenses et pouvoir affronter le coût de ce renouvellement (20 \$ US). Plus généralement, la construction de barrières ou la peinture des murs sont autant d'exemples de modifications apportées par les habitants au fil des mois. Le *T-Shelter*, symbole par excellence de la transition, et que les bénéficiaires du projet sont appelés à « habiter » pour une période circonscrite, est transformé et repensé dans sa physionomie et son usage. Les changements apportés aux refuges provisoires témoignent d'une part de la nécessité de personnaliser son habitat, et d'autre part répondent à diverses exigences d'ordre esthétique, économique et sécuritaire. Ces pratiques de transformation informelle de l'espace interviennent dans la reformulation même de la catégorie de transition.

Après avoir choisi d'abandonner une maison qu'ils ne considèrent plus, après le séisme, comme suffisamment sûre et convenable, les habitants expérimentent la vie dans un camp. Ce qui se traduit également par l'obtention du statut d'IDP et ainsi par l'accès à un projet de relogement en tant que bénéficiaires. Les itinéraires présentés ici montrent que la notion de transition, après le 12 janvier, n'est ni rigide, ni linéaire, ni unique, ni homogène. Les acteurs sociaux s'approprient de façon créative ce dont ils disposent et ce dont ils pourraient disposer.

Vers quoi transite-t-on ?

L'exemple du Village Saint Etienne offre la possibilité de nous interroger sur la manière dont la transition se traduit dans les pratiques quotidiennes des acteurs sociaux et sur ce qu'elle produit concrètement sur le terrain. Dans ce nouvel espace apparu à Bigarade, il semblerait que la plupart des personnes choisissent – en occupant de façon créative et différente le camp dans un premier temps puis actuellement le site transitoire – d'abandonner leur maison en location pour accéder à une habitation gratuite et, en même temps, à une propriété. Bien que la concession du terrain sur lequel les maisonnettes ont été édifiées ait été limitée à trois ans, les habitants disposent du titre de propriété du *T-Shelter* qui leur

permettrait par exemple de démonter cette structure pour la reconstruire ailleurs (lorsqu'ils ont un terrain à disposition), ou encore de la louer voire la vendre. Si le *T-Shelter* est conçu pour résister pendant une période estimée à trois ans, certains acteurs humanitaires précisent que si la structure est bien entretenue, elle pourrait durer bien au-delà de cette période. L'un d'entre eux s'interrogeait ainsi sur les possibles retombées pratiques d'un tel projet de relogement, en particulier son éventuelle responsabilité dans la bidonvillisation du site dans un futur proche.

Néanmoins, le cas du site transitoire présenté ici permet avant tout de souligner les différents usages et conceptions de la temporalité/spatialité du désastre. Bien que les autorités gouvernementales aient choisi pour l'heure de n'accorder un terrain étatique que pour une période limitée à trois ans, les habitants du site ne paraissent généralement pas enclins à considérer cette *deadline* comme rigide :

Quand les trois ans arriveront ils pourront pas mettre les personnes dehors, je reste. Je payerai la terre de l'État. On peut pas me dire ça, où est-ce que j'irai, on me donne pas un endroit (Dieusol, habitant du Village Saint Etienne II, Bigarade, 12-03-2012).

Ainsi, peu de personnes semblent à la recherche d'une solution alternative d'habitat pour l'instant, tandis qu'on a pu voir de nombreux habitants apporter des modifications à leur *T-Shelter*, et une partie choisir de le louer en le transformant en un capital économique disponible²⁸. Les stratégies de réappropriation et usage des abris véhiculent des logiques qui apparaissent dépasser les frontières du concept de transition pour lequel le site a été conçu et construit.

Signalons que ces pratiques s'accompagnent souvent de propos pointant l'absence d'action étatique. Si cette idée semble faire partie d'un imaginaire collectif, l'usage parfois stratégique de ces discours laisse apparaître une complexité sociopolitique qu'il n'est pas possible ici d'aborder. À titre d'hypothèse, nous pouvons

²⁸ Dans le Village Saint Etienne II plusieurs *T-Shelters* ont été loués au cours de l'année 2012 à des familles (souvent extérieures au quartier) en quête d'un logement bon marché.

néanmoins dire que l'État existe aussi dans la société haïtienne par son absence, par son image d'un pouvoir faible, incapable de prendre en charge ses citoyens. Cela légitime certains comportements, logiques et choix :

Si l'État ne fait rien pour nous, il pourra pas nous chasser comme ça, et il sera obligé de trouver une manière pour régulariser notre situation (entretien informel avec Ti Mafi, Bigarade, mars 2012).

Les personnes interviewées font ici référence aux arrangements possibles (améliorations du *T-Shelter*, location, vente) et souhaités avec les autorités (possibilité de location/achat du terrain étatique occupé). La manière dont la question du logement et ses différentes formes de gestion post-catastrophe se met en place en Haïti fait ressortir les diverses modalités d'accès à la propriété, parfois conflictuelles, au sein d'une superposition d'acteurs sociaux (État, ONG, habitants, etc.). À la suite du tremblement de terre, la situation déjà précaire se complexifie avec les dysfonctionnements aggravés des organes étatiques, le prolongement de l'état d'urgence, et une arrivée massive d'organismes humanitaires.

En matière foncière, la concomitance d'une gestion officielle (incarquée par exemple par la Direction civile des impôts et le cadastre) et d'une répartition plus informelle (suivant les logiques des leaders communautaires, des réseaux familiaux et du voisinage) semble façonner une dynamique d'autodétermination de la propriété caractérisée par l'appropriation physique d'un terrain, son usage et l'éventuelle construction d'un logement sur cet espace. Cette dynamique d'occupation apparaît davantage visible à travers l'édification d'une tente, d'un refuge plus durable ou d'une maison en dur – selon les moyens dont les habitants disposent – sur des terrains déclarés d'utilité publique ou caractérisés par un titre de propriété incertain. Dans le site transitionnel de Saint Etienne, on assiste ainsi à cette progressive appropriation de l'espace qui ne se concrétise pas seulement à travers la simple occupation de l'abri mais aussi par la construction de barrières et par les interventions sur les structures transitoires : le *T-Shelter* apparaît donc reconfiguré.

Nous pouvons ainsi considérer que dans l'espace fluide de la reconstruction, le *site transitoire* – en tant que forme d'occupation de l'espace plus ou moins institutionnalisée par l'intervention humanitaire – véhicule, voire incarne, le rêve d'un accès à la propriété et, en ce sens, à une certaine stabilité *de facto*. L'univers du site transitionnel permet aussi de distinguer les différents acteurs sur le terrain (autorités nationales ou locales, ONG, habitants, etc.) et d'identifier le sens qu'ils donnent à la notion de transition. La transition peut ainsi commencer et/ou se terminer selon des rythmes bien différents qui reflètent les enjeux et les intérêts de chacun. Cela nous amène à déconstruire cette catégorie apparemment consensuelle telle qu'elle nous est présentée par le manuel de la Banque mondiale, c'est-à-dire idéalement comme un bref et graduel passage à une reconstruction à long terme. « Ces constructions transitionnelles *figent* la reconstruction, car comme le disent souvent les Haïtiens ici, *rien n'est temporaire*, et la présence des abris sur les parcelles empêche toute intervention ultérieure, car même consolidés, la faible qualité des matériaux en font des habitations précaires » (Deprez, Labattut, 2011). La transition, et ce qu'elle produit (sous la forme des *transitional sites* par exemple), redéfinit profondément les logiques et les pratiques de la reconstruction même, en ce qu'elle est étroitement liée à des problématiques au cœur de la question du logement telles que l'accès à la terre et les différentes modalités d'occupation de l'espace. En même temps les individus appelés à habiter ces nouveaux espaces transforment, louent, vendent les *T-Shelters* – qui constituent à la fois un capital économique et symbolique – en suivant des logiques qui s'inscrivent dans une crise du logement préexistante au séisme du 12 janvier 2010.

*

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BARTHÉLÉMY G., 1991. *L'univers rural haïtien : le pays en dehors*. Paris, L'Harmattan.

CCCM CLUSTER, 2010. *Registration of Internally Displaced Populations Affected by the Earthquake in Haiti*.

<http://www.eshelter->

[cccmhaiti.info/pdf/phase_1_registration_final_report_dec_21.pdf](http://www.eshelter-cccmhaiti.info/pdf/phase_1_registration_final_report_dec_21.pdf)

- CENTRE D'ACTUALITÉ DE L'ONU, 2011. « Haïti : la coordination de l'aide reste un défi pour le rétablissement du pays ». <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=25959>
- CORBET A., 2011. *Les morts et la mort à Haïti suite au séisme du 12 janvier 2010*. http://www.grotius.fr/wp-content/uploads/2011/11/Etude-DAS-Les-morts-et-la-mort-en-Ha%C3%AFtiapr%C3%A8s-le-s%C3%A9isme-du-12-janvier-2010_-Alice-Corbet.pdf
- DEPREZ S., LABATTUT É., 2011. *La reconstruction de Port-au-Prince. Analyses et réflexions sur les stratégies d'intervention en milieu urbain*. Paris, Solidarités International.
- HOFFMAN S. M., OLIVER-SMITH A., (eds) 2002. *Catastrophe & Culture. The Anthropology of Disaster*. Santa Fe, School of American Research Press.
- JHA K., BARENSTEIN J. D., PHELPS P. M., PITTET D. & SENA S., 2010. *Safer Homes, Stronger Communities: A Handbook for Reconstructing after Natural Disasters*. Washington, World Bank Publications.
- NOËL R., 2012. « Renforcement des communautés dans la gestion environnementale des quartiers à Bristout-Bobin : la problématique du statut légal dans la gestion territoriale urbaine », *Lettre de l'Observatoire d'Haïti – URD*, oct.
- OXFAM, 2012. *Haïti : une reconstruction au ralenti. Deux ans après le tremblement de terre*. Note d'information Oxfam http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Rapport%20complet_44.pdf
- PAULE C., 2011. « La pérennisation d'une solution transitoire. La gestion des déplacées internes en Haïti après le séisme du 12 janvier 2010 », *Chaos International*. http://www.chaosinternational.org/images/stories/Fil_Ariane/FIL_D_ARIANE_Clement_sept_2011.pdf
- PROPHETE J. M., 1999. « Les habitations rurales dans l'optique de la décentralisation et de l'aménagement spatial », *Cybergeo, revue européenne de géographie, Espace, Société, Territoire*, article 113. <http://cybergeo.revues.org/1853?lang=en>
- RENET S., 2007. *Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de*

boue de 1999 au Venezuela. Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle.
REJET S., 2008. « L'ethnologie et la catastrophe », *Problèmes d'Amérique latine*, 69 : 99-120.

RNDDH, 2010. *12 janvier 2010-12 janvier 2011 : le RNDDH dresse le bilan de la situation du pays un an après le séisme*.
<http://www.pfhs.ch/11.01%2011%20RNDDH%20Bilan%201%20an.pdf>

SALOME G., 2012. « Camps, *transitional site* et relogement à Port-au-Prince après le séisme du 12 janvier ». *Dossier du CERI*.
http://www.ceri-sciences-po.org/archive/2012/janvier/dossier/art_gs.pdf

SCHWARTZ T., PIERRE Y.-F. & CALPAS E., 2011. *Building Assessments and Rubble Removal in Quake-Affected Neighborhoods in Haiti*. BARR Survey Final Report, USAID.

UNDP, 2008. *Guidance note on early recovery*:
http://www.recoveryplatform.org/assets/tools_guidelines/guidane%20note%20on%20early%20recovery.pdf

UNHCR, 1998. *Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays*.

Résumé

Outre les destructions qu'il a occasionnées, le tremblement de terre qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010 a alimenté un important phénomène de déplacement de populations dont la gestion de la part des différents acteurs (ONG, État, IDP) s'avère complexe et hétérogène. La crise du logement, incarnée par l'image des nombreux camps de déplacés concentrés dans la capitale, s'inscrit dans un processus d'urbanisation, étroitement lié à l'histoire nationale, qui dépasse les frontières du temps, de l'urgence. Dans cet article je me propose d'explorer les modalités à travers lesquelles les habitants de Bigarade (quartier périphérique de la commune de Tabarre) s'approprient des *Transitional Shelters* fournis par un projet humanitaire de relogement. Cette analyse me permettra de réfléchir autour des enjeux véhiculés sur le terrain par la notion opératoire de « transition », qui est située au cœur même du processus de reconstructions post-séisme.

Mots-clefs : Haïti, catastrophe, espace urbain, logement, camps, transition.

Summary

Post-Disaster Habitat between Emergency and Relief: a Transitional Site in Haiti after the Earthquake of January 12th 2010.

In addition to the destructions it had already caused, the earthquake that hit Haiti on January 12th 2010 produced an important process of population displacement. The simultaneous management of the displaced people by various social actors (NGOs, State and IDP) seems to make the phenomenon even more complex and heterogeneous. The housing crisis, embodied by the image of the many IDP camps concentrated in the capital, is inscribed in an urbanization process closely connected to the national history, which goes beyond the boundaries of the emergency period. In this paper I will focus on the modalities by which Bigarade's inhabitants (from the outskirts of Tabarre) managed to reappropriate the Transitional Shelter provided by a humanitarian relocation project. This analysis will allow a reflection on the issues conveyed in the field by the operational concept of « transition », that is at the very core of the post-disaster reconstruction process.

Key-words: Haiti, disaster, urban space, housing, camps, transition.

* * *